



Cash investigation : A qui la faute ?

Certaines organisations syndicales ont souhaité, avant même la diffusion du reportage de cash investigation « ma vie de conseiller pôle emploi », reprendre l'argumentation de la Direction générale pour contester le contenu de ce reportage et dénigrer les journalistes.

Elles ont ainsi démontré la confiance aveugle qu'elles avaient envers la DG, et leur complète vassalité et allégeance envers nos tutelles, ce qui ne nous étonne pas une minute, mais fait naître en nous une profonde inquiétude envers leur capacité à défendre les intérêts des salariés de l'établissement. Etre « La voix de son maître » et accompagner systématiquement la politique de notre DG et de nos tutelles n'est pas la voie que nous avons choisie à **Force Ouvrière**.

Nous avons donc décidé de regarder ce reportage **AVANT** de le juger.

Bien sûr, comme chaque salarié de Pôle emploi, nous avons été choqués par des images et des propos « brut de décoffrage » montrés par ce reportage. Mais nous ne remettons pas en cause le parti pris journalistique de la caméra cachée, même si celui-ci peut paraître discutable.

Pourquoi ? Simplement parce qu'à 2 reprises, de l'aveu même de la DG, l'émission avait demandé une autorisation pour faire un reportage dans une agence, avec caméras et micros, au vu et au su de tous les protagonistes, et par 2 fois, le service communication de la DG a refusé l'accès aux agences, ce qui ne laissait plus le choix à l'équipe journalistique et démontre **la faillite totale** de cette communication basée sur le culte du secret.

A FO, nous ne croyons pas qu'il nous revienne de demander un droit de réponse à France 2 ; laissons la DG tenter de réparer les pots qu'elle a elle-même contribué à casser. **A Force Ouvrière**, Nous pensons, que la liberté de la presse, comme celle de la pratique syndicale **ne se négocie pas**. Certes, un angle journalistique a été choisi, dont acte !

Ce que nous pouvons condamner donc en la matière, c'est plutôt l'obstination malade de la DG à ne pas vouloir montrer au public comment fonctionne réellement Pôle emploi, comme si nous avions quelque chose à cacher. C'est bien la faillite de cette communication basée sur le culte du secret et du mensonge que FO souhaite condamner, malgré l'attitude paternaliste qu'adopte la DG.

Oui, le reportage dit des choses qui fâchent, mais ce délabrement de Pôle emploi, caricatural dans le reportage, est bien le résultat de décisions politiques, budgétaires et d'organisation de notre DG.

En aucun cas, les collègues ne peuvent être tenus pour responsable de la situation, quand, au quotidien ils s'échinent à colmater les brèches en essayant de faire toujours plus avec toujours moins **et qu'ils doivent sans cesse s'adapter aux réformes et projets successifs**. Oui, si la boutique tient encore debout aujourd'hui c'est avant tout grâce à l'engagement des collègues au quotidien et pas grâce aux choix de la DG, **et c'est cela que celle-ci souhaitait cacher !!**

Malgré son parti pris discutable, ce reportage, sur certains points, se rapproche des alertes et revendications de **Force Ouvrière** :

- Souligner que les formations sommaires des CDD (voir « sur le tas » souvent) ne produisent rien de « performant » en termes de qualité de service. C'est ce que **FO** dénonce
- Souligner que la précarisation galopante des métiers a des effets délétères : **FO** la dénonce aussi
- Dire que confier les activités d'indemnisation et d'accompagnement des DE à des salariés précaires, sans réelle formation et sans expérience c'est nier le professionnalisme des conseillers, remettre en cause leur expérience et leurs compétences et donc leur manquer du respect le plus élémentaire. C'est aussi une alerte permanente de **FO** !!
- Montrer le malaise des agents en CDD devant répondre à des questions précises des DE sans être formés, **c'est mettre l'ensemble des agents en situation d'insécurité et les exposer à toujours plus d'agressivité**, c'est là encore une alerte constante de **FO**.

Alors, plutôt que diriger notre colère contre les journalistes, tournons-nous vers la DG et le ministère de tutelle, et rappelons-leur nos revendications :

- Réclamer des effectifs et des moyens matériels pour assurer l'indemnisation et réduire la taille de portefeuilles obèses qui ne permettent plus un suivi personnalisé des DE;
- Réaffirmer encore notre opposition au CRI et aux nouvelles règles de l'assurance chômage;
- Réclamer des embauches en CDI et des formations adaptées pour former les nouveaux conseillers;
- Réclamer la juste reconnaissance financière des efforts de tous les agents.

Le ministère du travail et la Direction générale de pôle emploi n'apprécient guère les lanceurs d'alerte, les syndicalistes et les journalistes.

A nous, **plutôt que nous joindre à leur misérable concert**, de démontrer que les problèmes ne viennent pas de ces voix qui s'élèvent, mais de leur simple volonté de sacrifier nos nobles missions à une simple équation budgétaire !!!

Avec Force Ouvrière,

RESISTER, REVENDIQUER, RECONQUERIR



Pour nous contacter : syndicat.fo-ara@pole-emploi.fr

Vous pouvez retrouver nos infos sur nos sites:

www.fo-pole-emploi-ara.fr

www.facebook.com/FO.PE.ARA

[YouTube](#)